BDC
L'entrepreneur d'abord

JUIN 2011

LETTRE économique

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE REPREND LE CHEMIN DE LA CROISSANCE

L'industrie automobile est la plus importante industrie manufacturière au Canada. Elle représente environ 10 % de la fabrication et crée de la demande dans plusieurs autres secteurs, notamment ceux de l'acier, du caoutchouc et du plastique. Elle compte 109 000 emplois directs dans la production de véhicules et de pièces, et chacun de ces emplois en génère plusieurs autres dans les secteurs connexes, sans compter les 330 000 emplois dans le commerce des pièces de rechange et chez les concessionnaires automobiles[1].

Après plusieurs années de prospérité, l'industrie automobile canadienne a traversé une période difficile au cours de la dernière récession. Sa production a chuté de 28,5 % en 2009 par rapport à 2008 en raison de l'effondrement de la demande aux États-Unis où le Canada exporte environ 80 % de sa production. Deux des grands producteurs automobiles nord-américains, General Motors et Chrysler, ont frôlé la faillite et ne l'ont évité que grâce à l'aide financière des gouvernements canadien et américain qui leur a permis de se restructurer. Depuis, l'industrie a repris du poil de la bête. Selon l'Association canadienne des constructeurs de véhicules, la production aurait augmenté de 41,2 % en 2010 par rapport à l'année précédente. La majeure partie de cette croissance provient d'ailleurs de l'augmentation de la production dans des usines de General Motors et de Chrysler, qui ont déjà remboursé une bonne partie des prêts consentis par les gouvernements.

Quelles sont les perspectives de croissance pour l'industrie automobile canadienne ? Selon le rapport Marché mondial de l'automobile du Groupe Banque Scotia[2], après la vigoureuse croissance des ventes au cours des derniers mois, il faut s'attendre à court terme à un ralentissement temporaire. En effet, la pénurie de pièces causée par le tremblement de terre et le tsunami au Japon a ralenti la production des fabricants japonais. Or, ces derniers accaparent 36 % de la production canadienne totale. Malgré cet effet, les perspectives restent favorables pour 2011 : le rétablissement du marché de l'emploi aux États-Unis devrait entraîner une augmentation des revenus et un retour de la confiance qui inciteront les Américains à remplacer leurs vieux véhicules. De fait, à cause de la récession les ménages américains ont conservé leur véhicule plus longtemps, de sorte que l'âge moyen du parc automobile aux États-Unis a atteint ▼

1 Industrie Canada, Aperçu du secteur automobile 2010, données de 2009.
2 Groupe Banque Scotia, Marché mondial de l'automobile, 10 mai 2011.

Canada
> La croissance du PIB réel s'accélère
> La création d'emplois augmente
> Les mises en chantier et les ventes de maisons reculent
> Les perspectives de croissance divergent au niveau provincial

États-Unis
> La croissance de l'emploi ralentit
> Le secteur de l'habitation reste déprimé
> La croissance des ventes au détail ralentit
> La confiance des ménages et des entreprises diminue

Les taux d'intérêt
La Banque du Canada entrouvre la porte à une hausse du taux directeur

Pétrole et dollar canadien

Confiance des PME

Conditions du crédit

Indicateurs clés

La lettre économique mensuelle de BDC est produite par le service Stratégie et développement corporatif. Elle s'appuie sur des données économiques provenant de diverses sources publiques. La présente lettre est fondée sur les données parues avant le 4 juin. Le lecteur est l'unique responsable de l'usage qu'il fait de ces informations.

© 2011 Banque de développement du Canada

1 888 INFO BDC | bdc.ca

plus de dix ans, ce qui constitue un record. Selon les plus récentes estimations du Groupe Banque Scotia, qui datent de mars, la croissance de la production canadienne devrait être de 9 % en 2011.

À long terme, divers facteurs vont influencer l'industrie : le prix des matières premières, et en particulier celui du pétrole, la réglementation concernant les émissions de gaz à effet de serre, les changements dans les préférences des consommateurs. Il est cependant très difficile de déterminer leurs impacts sur la production. Jusqu'à présent, par exemple, la hausse du prix de l'essence n'a pas eu d'effet négatif sur les ventes de véhicules au Canada, et selon la Corporation des associations de détaillants d'automobiles, elle pourrait même avoir des effets positifs en incitant les consommateurs à remplacer leur véhicule par un modèle moins énergivore. Au cours de la prochaine décennie, les fabricants pourraient ajuster leur production en réduisant celle des gros véhicules au profit des plus petits, mais les avancées technologiques pourraient également leur permettre de produire des véhicules à plus faible consommation d'essence sans trop de concession sur leur taille. Il existe maintenant des véhicules utilitaires sport qui consomment deux fois moins d'essence au kilomètre que leurs ancêtres et il y a fort à parier que la recherche ne s'arrêtera pas là. ■

CANADA

Retour

Le rythme de croissance du PIB réel s'est encore accéléré au premier trimestre de l'année et l'activité sur le marché du travail reste vigoureuse. Bien que les prévisionnistes anticipent un ralentissement de la croissance en 2011, les perspectives restent favorables dans l'ensemble. La montée de la demande pour les produits de base entraînera cependant des divergences au niveau régional. La croissance économique dans les provinces riches en matières premières, notamment en pétrole, s'annonce en effet supérieure à celle des autres provinces.

La croissance économique s'accélère encore

La croissance du PIB réel s'est encore accélérée, passant de 3,1 % au quatrième trimestre de 2010 à 3,9 % au premier trimestre de 2011 (graphique ci-dessous). Cette vigoureuse progression au premier trimestre résulte principalement de l'augmentation de l'investissement privé — autant en construction résidentielle qu'en investissement non-résidentiel — ainsi que d'une importante hausse des stocks. Les dépenses de consommation ainsi que les dépenses gouvernementales sont demeurées pratiquement inchangées par rapport au trimestre précédent. En ce qui concerne le commerce extérieur, les exportations ont crû de 6,4 %, mais les importations ont augmenté davantage (10,4 %), de sorte que les exportations nettes ont ralenti la croissance du PIB réel.

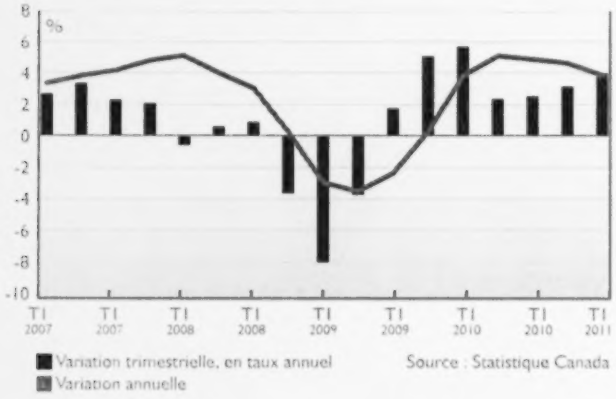
La création d'emploi augmente

Après une légère baisse de 1 500 en mars, l'emploi s'est accru de 58 300 en avril et le taux de chômage a légèrement baissé pour s'établir à 7,6 %. C'est l'Ontario qui a enregistré la majorité des gains en avril, soit 55 000 postes. La hausse de l'emploi a été davantage concentrée dans le temps partiel (41 100 postes), mais l'emploi à temps plein, avec un gain de 17 200 postes, est néanmoins revenu au niveau où il se situait en octobre 2008, avant la récession. La vigueur de l'activité sur le marché du travail devrait stimuler la consommation au deuxième trimestre.

Les mises en chantier et les ventes de maisons existantes diminuent

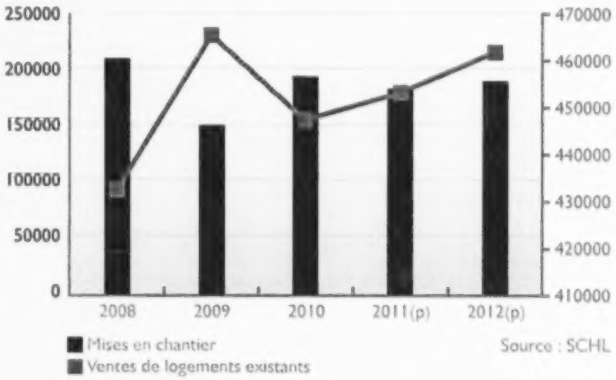
Les mises en chantier résidentielles sont passées de 184 700 unités en mars à 179 000 unités en avril. Les mises en chantier de logements collectifs se sont repliées, alors que celles des maisons individuelles dans les centres urbains augmentaient. Les ventes de maisons existantes ont pour leur part ▼

Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada

Mises en chantier et ventes de maisons existantes



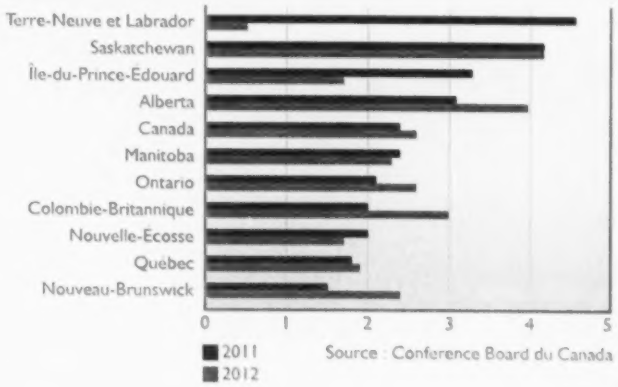
Source : SCHL

diminué de 4,4 % en avril par rapport au mois précédent. La Société canadienne d'hypothèques et de logement a révisé à la hausse les prévisions de mises en chantier pour 2011, de 177 600 unités à 179 500. La société prévoit en outre une légère augmentation de 1,3 % des ventes de maisons existantes en 2011. Les prévisions de la SCHL sont fondées sur des taux hypothécaires bas et stables, un raffermissement de l'emploi et de la croissance économique en général au cours de l'année et un solde migratoire en hausse.

Les perspectives de croissance divergent selon les provinces

Selon les plus récentes prévisions du Conference Board, après avoir atteint 3,3 % en 2010, la croissance économique devrait ralentir à 2,4 % et 2,6 % au Canada, en 2011 et en 2012 respectivement. La fin des programmes gouvernementaux qui ont relancé l'économie et l'endettement élevé des ménages vont freiner la demande intérieure. Cependant, la montée de la demande pour les produits de base va entraîner des divergences au niveau provincial. Les perspectives sont en effet plus brillantes pour les provinces de l'Ouest et pour Terre-Neuve—Labrador, que pour l'Ontario, le Québec et les Maritimes. ■

Prévision de croissance du PIB réel, par province



★ ÉTATS-UNIS

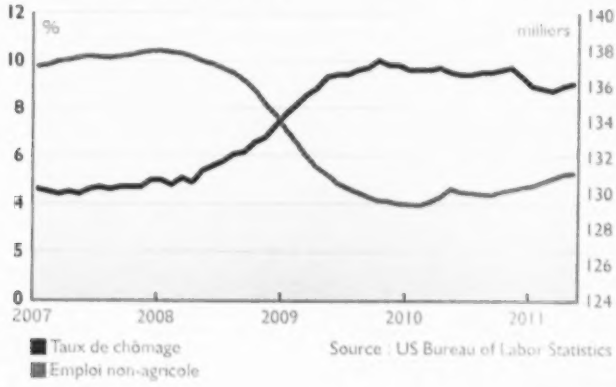
Retour

Le marché du travail s'améliore à pas de tortue : l'emploi est loin d'être revenu à un niveau normal et le taux de chômage reste élevé. En outre, le secteur du logement peine à sortir du marasme dans lequel il est plongé depuis plusieurs années maintenant. Enfin, la hausse du prix du pétrole freine la consommation et on note une détérioration de la confiance des ménages et des entreprises. Bref, sur la base des données les plus récentes, la croissance économique demeure fragile aux États-Unis.

La croissance de l'emploi ralentit

Après trois augmentations mensuelles importantes d'affilée avec des gains moyens de 220 000 postes, l'emploi ne s'est accru que de 54 000 en mai. Le secteur privé a gagné 83 000 postes, alors que le secteur manufacturier en perdait 5 000, un premier recul depuis plus de 6 mois. Le taux de chômage a légèrement augmenté, passant de 9,0 % en avril à 9,1 % en mai. L'amélioration de la situation sur le marché du travail est extrêmement lente : par rapport aux niveaux auxquels ils se situaient avant la récession, l'emploi est encore très faible et le taux de chômage élevé, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Emploi et taux de chômage



Le secteur de l'habitation reste déprimé

Après une hausse de 12,9 % en mars, les mises en chantier ont diminué de 10,6 % en avril par rapport au mois précédent. Parallèlement, les permis de bâtir, qui avaient augmenté de 7,5 % en mars, ont baissé de 4,0 % en avril. Les ventes de maisons existantes ont suivi le même mouvement, enregistrant une baisse de 0,8 % en avril après une hausse de 3,5 % en mars. De plus, le prix des maisons existantes dans les 20 principales villes, mesuré par l'indice S&P/Case-Shiller a connu une neuvième baisse consécutive en mars, sa variation annuelle passant de -3,4 % à -3,6 %. Bref, le marché de l'habitation peine à se rétablir. Après la débâcle qu'a connu le secteur au cours des années passées, les conditions de crédit auxquelles font face les acheteurs restent très serrées, ce qui freine la reprise. Il faut espérer que la situation sur le marché du travail s'améliorera afin que le secteur de l'habitation reprenne du poil de la bête.

La croissance des ventes au détail ralentit

Les ventes au détail ont crû de 0,5 % en avril, après une hausse de 0,9 % en mars. Par rapport à l'année précédente, elles sont en hausse de 7,6 %. Les ventes de véhicules et de pièces automobiles ont augmenté de 11,0 % par rapport à avril 2010. ▼

ce qui témoigne de la reprise de l'industrie automobile. En revanche, les ventes de produits généralement stimulées par l'achat d'une propriété, tels que les meubles et les appareils ménagers, ont peu augmenté au cours de l'année, alors que les ventes de matériel de construction et de jardinage, qui sont également liées à l'habitation, ont même reculé. Au cours des prochains mois, il faut s'attendre à une baisse de la consommation si le prix de l'essence reste élevé, les consommateurs auront moins de ressources à consacrer aux autres produits.

La confiance des ménages et des entreprises diminue

L'indice des directeurs d'achats dans le secteur manufacturier, de l'Institute for Supply Management (ISM), qui reflète le niveau de confiance des entreprises dans ce secteur, a diminué de façon marquée, passant de 60,4 % en avril à 53,5 % en mai. La diminution est principalement attribuable à la baisse des nouvelles commandes et de la production. Par ailleurs, l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board, qui avait légèrement remonté en avril, a replongé de nouveau, passant de 66,0 % en avril à 60,8 % en mai. La hausse du prix du pétrole et les difficultés persistantes du marché de l'habitation ne sont sans doute pas étrangères à la baisse de la confiance des ménages et des entreprises. ■

LES TAUX D'INTÉRÊT

Retour

La Banque du Canada entrouvre la porte à une hausse du taux directeur

Le 31 mai, la Banque du Canada a encore une fois laissé son taux directeur inchangé, mais dans son communiqué elle a entrouvert la porte à une hausse. Le taux d'inflation a dépassé la borne supérieure de la fourchette-cible et devrait temporairement rester élevé, mais il y a encore beaucoup de production excédentaire dans l'économie et la Banque ne craint donc pas de hausse de l'inflation à court terme. Si l'expansion économique se poursuit, cependant, la banque centrale devra agir afin de prévenir les pressions inflationnistes à plus long terme. Selon le Consensus, une majorité de prévisionnistes s'attendent à une remontée du taux directeur de 50 points de base d'ici la fin de septembre, suivie d'une autre augmentation de 50 points de base au cours du dernier trimestre, ce qui porterait le taux à 2,0 % à la fin de l'année. Du côté des États-Unis aucun relèvement du taux directeur n'est prévu cette année. Bien au contraire, la Réserve fédérale continue d'injecter des liquidités dans le système, dans le but de solidifier la reprise économique qui demeure fragile. ■

PÉTROLE ET DOLLAR CANADIEN

Retour

Le prix du pétrole baisse et le dollar fait de même

Après avoir explosé en mars et en avril en raison des événements qui ont perturbé les pays arabes, le prix du pétrole a fortement reculé en mai, suite à la révision à la baisse des prévisions de la demande mondiale de pétrole par l'Agence internationale de l'énergie. Paradoxalement, c'est la hausse du prix du pétrole qui est à l'origine de la révision : l'Agence s'attend à ce que le prix élevé du pétrole freine les dépenses de consommation dans les pays industrialisés, ce qui ralentira leur croissance. Ces craintes sont renforcées par les plus récents indicateurs qui montrent que les perspectives économiques aux États-Unis, l'un des plus grands consommateurs de pétrole, sont incertaines. La demande des pays émergents restera vigoureuse, mais pas suffisamment pour compenser la diminution de la demande des pays industrialisés. Le dollar canadien a été entraîné à la baisse par la chute du prix du pétrole. ■

Prix du pétrole brut et taux de change Canada – Etats-Unis

Source : Global Insight

CONFIANCE DES PME

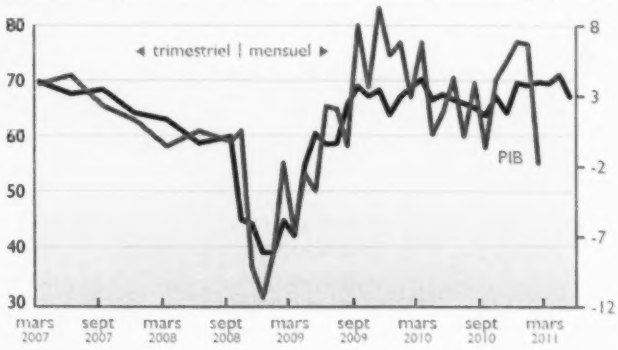
Retour

L'optimisme des propriétaires de PME chute

L'indice du Baromètre des affaires de la FCEI, qui était demeuré élevé au cours des cinq derniers mois, a brusquement chuté en mai. Il a perdu près de 4 points par rapport à avril pour se situer à 69,4, son niveau le plus faible depuis novembre 2010. Au niveau provincial, c'est l'Ontario qui a enregistré la baisse la plus marquée en mai, mais la confiance a également baissé dans cinq autres provinces canadiennes, notamment celles qui ont connu des intempéries et des inondations au cours du mois (Québec, Manitoba et Saskatchewan). Par secteur, c'est dans le commerce de gros, dans la fabrication et dans la finance que les entrepreneurs sont les plus confiants, alors que ceux qui oeuvrent dans l'hébergement demeurent les plus pessimistes. Par ailleurs, les intentions d'embauche restent bonnes, semblables aux résultats des trois derniers mois, et les firmes demeurent préoccupées par la montée du coût du carburant et de l'énergie. ■

Indice du baromètre des affaires de la FCEI et PIB réel

(Indice : 50 = équilibre entre les attentes les plus fortes et les attentes les plus faibles)



Source : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

CONDITIONS DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Retour

Le crédit consenti aux entreprises par les banques à charte poursuit sa tendance à la hausse

La tendance à la hausse du crédit consenti aux entreprises par les banques à charte se poursuit. Le taux de variation annuel, qui se situait à 2,8 % en avril, est clairement revenu en territoire positif après presque deux ans de recul. Le crédit à court terme, qui représente 87 % du crédit total accordé aux entreprises par les banques à charte, a augmenté de 2,6 % en avril 2011 par rapport à avril 2010 alors que la croissance annuelle du crédit à lont terme s'est établie à 4,5 % sur la même période. ■

INDICATEURS CLÉS — CANADA

Retour

Indicateurs clés — Canada	Passé				2011				Plus récent		Prévisions	
	2007	2008	2009	2010	T1	T2	T3	T4			2011	2012
PIB réel (% croissance)	2,2	0,7	-2,8	3,2	3,9				Mar	0,3	2,9	2,7
Dépenses en machinerie & équipement (% croissance)	4,2	-0,5	-19,5	11,8	15,4						11,5	8,3
Profits des sociétés avant impôts (% croissance)	1,9	11,0	-33,1	21,2	22,1						14,3	8,4
Production industrielle (% croissance)	-0,5	-4,5	-9,4	4,6	7,4				Mar	1,1	4,4	3,9
Prix des produits industriels (% croissance)	1,5	4,3	-3,5	1,1	8,7				Mar	0,9	4,2	2,8
Construction non-résidentielle (% croissance)	2,3	7,9	-22,2	2,8	11,8							
Mises en chantier (' 000 unités)	229	212	149	192	178				Avr	179	174	179
Dépenses personnelles (% croissance)	4,6	3,0	0,4	3,3	0,2						2,8	2,5
Prix à la consommation (% croissance)	2,1	2,4	0,3	1,8	3,6				Avr	0,3	2,7	2,1
Emploi (% croissance)	2,4	1,7	-1,6	1,4	2,4				Avr	0,3		
Taux de chômage (%)	6,0	6,1	8,3	-3,1	7,8				Avr	7,6	7,6	7,2
Indice de confiance des PME (FCEI)	67,2	56,1	57,7	66,7	69,2				Avr	70,7		
Indice de confiance des manufacturiers (FCEI)	68,8	52,7	56,0	68,6	69,7				Avr	72,3		

Sources : Statistique Canada, Consensus Economics et Federation canadienne de l'entreprise independante. Taux de croissance annuel, taux de croissance trimestriel à taux annuel et taux de croissance mensuel.